



Tortures dans les Emirats : le silence complice de l'Italie bipartisane

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 05 mai 2009

[Il manifesto](#) 5 mai 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)



L'homme est étendu sur le sable, illuminé par les phares. D'abord on tire tout autour de lui pour le terroriser, puis on commence à le torturer. Ce sont les images d'une vidéo de 45', retransmise en partie par la chaîne ABC (<http://abcnews.go.com/Blotter/story?id=7402099&page=1>).

La scène se passe en 2004 dans les Emirats arabes unis. L'homme qui est torturé est Mohammed Shah Poor, un commerçant en blé afghan, accusé d'avoir berné le cheikh Issa bin Zayed al-Nahyan. Le tortionnaire est le cheikh lui-même, membre de la famille royale au pouvoir, frère des ministres de l'intérieur et des Affaires étrangères. Aidé par des policiers en uniforme, il sodomise Poor avec un bâton électrique, lui brûle des testicules, le fouette, le perce de trous avec un clou, verse du sel sur ses blessures et pour finir lui passe dessus avec un *suv* (on entend le bruit des os qui se brisent).

La vidéo a été portée comme preuve dans un procès intenté par Bassam Nabulsi, citoyen étasunien ancien associé d'affaires du cheikh Issa, qui dénonce avoir été lui même torturé. Il a deux autres vidéos, qui montrent Issa torturant des immigrés soudanais. Les vidéos ont été tournées par le frère de Nabulsi sur ordre du cheikh lui-même, qui aime enregistrer les sessions de torture. Mais à présent « le vidéo tape complique l'affaire Usa avec les Emirats », titre *The New York Times* (2 mai). L'« affaire », c'est un accord imminent qui prévoit la fourniture par les Usa, aux Emirats, de technologies et combustibles nucléaires en échange de la « promesse » qu'ils ne seront pas utilisés à des fins militaires. Mais, depuis que les vidéos sur les tortures ont été diffusées, des voix, au Congrès, s'élèvent contre cet accord.

Nous nous demandons, alors, ce qu'il va advenir en Italie. Les Emirats sont en effet notre partenaire privilégié dans le Golfe. Le président de la Chambre des députés Gianfranco Fini a été le premier président d'un parlement de l'Union Européenne à se rendre en visite officielle aux Emirats. Dans la capitale Abu Dhabi, en janvier dernier, il a déclaré que ce n'est pas seulement l'échange économique qui lie les deux pays mais « la connaissance culturelle et politique réciproque ». Il a donc souscrit un protocole de collaboration entre les parlements des deux pays. Ignorant cependant que les Emirats sont gouvernés par le Conseil suprême des souverains, qui nomme le chef d'Etat et le conseil des ministres, alors que l'assemblée fédérale nationale (le « parlement ») est composée de membres nommés par les souverains (partis et syndicats sont interdits) et ne peut exprimer qu'un avis consultatif.

Que la torture soit pratiquée dans les Emirats, et pas seulement par le cheikh Issa, est connu depuis longtemps. Mais, en Italie, un silence bipartisan est tombé sur tout cela. En 2007, le président du conseil Romano Prodi et la ministre Emma Bonino^[i] ont effectué une visite officielle à Abu Dhabi pour renforcer les relations économiques. C'est à cette occasion que fut fondée à Rome l'association *Italia-Emirati arabi uniti*, dont la présidence a été assurée en janvier 2009 (après la visite de Fini) par Luca Barbareschi (d'abord *Alleanza nazionale*, parti de Fini, et aujourd'hui reconverti à *Popolo della libertà*, le nouveau parti de Berlusconi, NdT), vice-président de la commission Transports et Télécommunications. Les Emirats ne sont pas qu'un siège d'affaires pour l'Italie : dans la base de Al Bateen opère la task force italienne « Air », avec missions de support à la guerre d'Afghanistan et entraînement des troupes irakiennes. En avril dernier, le président du Sénat (italien) Giuseppe Schifani s'y est rendu, accompagné (pour preuve que « au parlement nous sommes tous unis ») par la sénatrice Roberta Pinotti (Pd, *Partito democratico*, fondé par Walter Veltroni, ancien maire « de gauche » de Rome, NdT), ancienne ministre de la défense du gouvernement ombre (*formé par Veltroni au début du 2ème gouvernement Berlusconi, rien que des démocrates, NdT*)

Reçu de l'auteur et traduit par Marie-Ange Patrizio

Article disponible sur l'édition de dimanche 3 mai de **il manifesto**

<http://www.ilmanifesto.it/il-manifesto/in-edicola/numero/20090503/pagina/10/pezzo/249034/>

[i] « Radicale » (Partito radicale), à présent dans le groupe Partito democratico et vice-présidente du Sénat, elle était en 2007 ministre pour le commerce international et pour les politiques européennes dans le gouvernement Prodi.

[Vidéo sur la torture aux Émirats.](#)

La source originale de cet article est [Il manifesto](#)

Copyright © [Manlio Dinucci](#), [Il manifesto](#), 2009

Articles Par : [Manlio Dinucci](#)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca